

## **COVID 19 : déclaration sectorielle des partenaires sociaux de la construction**

Les partenaires sociaux rédigent ce texte en tenant compte des mesures actuelles (prolongées) en vigueur jusqu'au 3 mai 2020.

Les partenaires sociaux déclarent de manière unanime que les règles de distanciation sociale sur les chantiers de construction sont d'une importance cruciale et prioritaire. Un travailleur peut décider de répondre ou non à la demande de travail de l'employeur lorsque les travaux doivent être effectués dans un bâtiment abritant une ou plusieurs personnes atteintes du Coronavirus. Les travailleurs à risque avec preuve médicale peuvent décider de répondre ou non à la demande de travail de l'employeur.

Pour les intervention et activités non urgentes telles que définies par l'AM du 23/03/2020, les règles de distanciation sociale sur les chantiers doivent être respectées sans exception. Si ce respect s'avère impossible, il y a lieu d'arrêter totalement ou partiellement les activités. Avant la reprise ou la poursuite des activités, il y a lieu de demander l'avis du service de prévention interne ou externe (selon le cas) auquel l'entreprise de la construction est affiliée. En outre, ces mesures doivent être concertées avec le CPPT ou à la délégation syndicale.

Les employeurs des petites entreprises sans DS devront également réaliser une analyse de risque par poste de travail à mettre à disposition de leur travailleurs et des services de contrôle de la santé, sécurité et bien-être. Constructiv mettra à disposition des analyses de risque types, le cas échéant, les conseillers sécurité Constructiv seront à disposition pour aider ces petites entreprises.

Pour les interventions et activités urgentes telles que définies dans l'AM du 23/03/2020, les mesures de distanciation sociale actuellement d'application doivent, être appliquées sur les chantiers de construction et lors des déplacements vers les chantiers. Dans les cas d'activités et d'interventions urgentes où il ne peut être garanti que la distanciation sociale sera respectée pendant toute la durée de cette activité de construction, il faudra veiller à limiter au strict minimum nécessaire le non-respect de la distanciation sociale. En outre, dans ces cas, l'employeur et le travailleur se consulteront sur les mesures de prévention à prendre, sur la base de la fiche de prévention qui sera fournie par Constructiv (après accord unanime des partenaires sociaux). Les employeurs doivent mettre à disposition les moyens de protection adéquats.

Les partenaires sociaux considèrent comme activités et interventions urgentes celles qui, pour des raisons de sécurité, de santé, de stabilité, d'hygiène, de besoins urgents ne peuvent être reportées, celles qui empêchent la survenance ou l'aggravation de dommages ou celles qui sont destinées à garantir le fonctionnement des entreprises, des sociétés privées et publiques et des services nécessaires à la protection des intérêts vitaux de la nation et aux besoins de la population.

Les partenaires sociaux considèrent comme activités et interventions urgentes celles qui:

- 1) pour des raisons de sécurité, de santé ou d'hygiène, ne peuvent être reportées. Il s'agit notamment des activités suivantes :
  - a. La réparation du chauffage, de l'approvisionnement en eau et en électricité dans des logements occupés pour autant que ce soit nécessaire en vue d'une 'vie décente';
  - b. La réparation du chauffage, de l'approvisionnement en eau et en électricité dans des immeubles à usage industriel et commercial toujours en exploitation pendant cette crise du coronavirus, pour autant que ce soit nécessaire en vue de conditions de travail 'décentes';

- 2) celles qui sont destinées à empêcher la survenance de dommages ou l'aggravation de dommages existants. Il s'agit notamment des circonstances dangereuses suivantes:
  - a. Danger d'effondrement, aussi des effondrements de voirie;
  - b. Danger d'incendie;
  - c. Danger d'inondations.
- 3) ou celles qui sont destinées à garantir le fonctionnement des commerces, des sociétés privées et publiques et des services nécessaires à la protection des intérêts vitaux de la nation et aux besoins de la population dans le cadre de la crise du coronavirus actuelle. L'énumération limitative de ces commerces, entreprises et services est reprise dans l'annexe de l'AM du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19.

Les partenaires sociaux insistent sur le fait que, dans les transports collectifs, les règles en vigueur en termes de distanciation sociale d'1,5 mètre doivent également être respectées. Si cela est impossible pour des raisons pratiques, le transport individuel devrait être organisé.

Au sujet des travailleurs détachés:

Nous renvoyons aux règles édictées par le Conseil national de sécurité et à la législation en vigueur, en ce compris l'attestation de travail, ainsi qu'à toute mesure de quarantaine obligatoire prise par ces instances, et nous engageons à les respecter.

Les partenaires sociaux s'engagent à appliquer aux ouvriers de la construction détachés toutes les obligations imposées dans le cadre des mesures relatives au Coronavirus ainsi que l'ensemble des mesures reprises dans la fiche de prévention de Constructiv.

Les partenaires sociaux s'engagent à mettre en œuvre à partir du .../ ..... /2020 les points 2.9 Fonds de sécurité pour les étrangers et 6 Lutte contre la fraude sociale (évaluation PCL) de l'accord sectoriel 2019-2020 du 18/06/2019, en créant un groupe de travail paritaire.

Constructiv met un point de contact à la disposition des ouvriers de la construction et des employeurs pour signaler les situations problématiques sur les chantiers, afin que les conseillers en sécurité puissent fournir les conseils nécessaires pour continuer l'exécution des travaux en toute sécurité, conformément aux mesures anti-corona imposées et aux fiches de prévention Constructiv. Constructiv tient un registre des toutes les situations signalées, dans le respect du RGPD, afin de pouvoir faire une évaluation au sein du comité de gestion BOP.

Les partenaires sociaux s'engagent à élaborer une proposition conjointe de protocole d'ici le mardi 21 avril 2020 au plus tard, en tenant compte des informations et de l'input de Constructiv afin de permettre la prochaine phase de reprise/poursuite des activités de construction à partir du 4 mai, comme demandé par la Première ministre Wilmès le mercredi 15 avril 2020.